UN-CGT-CROUS

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

GRÈVE NATIONALE DANS LES CROUS

Jeudi 2 avril 2026 — mobilisation dans les restaurants universitaires

Les personnels des Crous ont massivement répondu à l'appel à la grève nationale lancé par l'UN-CGT-CROUS ce jeudi 2 avril 2026. Dans la restauration universitaire, 973 agents sur 5 690 ont exercé leur droit de grève, soit un taux national de 17,1 %. Dans les Crous les plus mobilisés, ce taux dépasse le tiers des effectifs de restauration. Le mouvement témoigne d'une profonde exaspération face à la mise en œuvre précipitée et sous-financée de la généralisation du repas à 1 euro pour tous les étudiants.

Une première mobilisation nationale d'une ampleur significative

Ce jeudi 2 avril, sur l'ensemble du territoire, des dizaines de structures sont fermées :

- Crous Strasbourg : mobilisation significative en Bas-Rhin — 1 restaurant universitaire et 4 cafétérias fermés (dont le Resto U' Paul Appell, les cafétérias Misha, Cristal Shop, Illkirch et Mini R).
- Crous Toulouse-Occitanie : plusieurs cafétérias fermées, rassemblement à 10h à la Bourse du Travail, manifestation à 12h place Saint-Sernin.
- Crous Lorraine : 93 grévistes en restauration (34,3 %)
- Crous Limoges : 26 grévistes (33,3 %)
- Crous Nantes Pays de la Loire : 106 grévistes en restauration (32,6 %)
- Crous Toulouse Occitanie : 95 grévistes en restauration (31,9 %)
- Crous Bordeaux Aquitaine : 71 grévistes en restauration (31,1 %)
- Crous Rennes Bretagne : 86 grévistes sur 288 en restauration (29,9 %)
- Crous Strasbourg : 38 grévistes en restauration (28,1 %)
- Crous Orléans-Tours : 44 grévistes en restauration (26,7 %)
- Crous Amiens Picardie : 32 grévistes en restauration (25,2 %)
- Crous Bourgogne Franche-Comté : 55 grévistes en restauration (23,9 %)
- Crous Aix-Marseille-Avignon : 45 grévistes en restauration (21,4 %)
- Crous Montpellier Occitanie : 48 grévistes en restauration (20,9 %)
- Crous Lille Nord Pas-de-Calais : 79 grévistes en restauration (20,7 %)
- Crous Normandie : 56 grévistes en restauration (19,0 %)
- Crous Reims : 13 grévistes en restauration (16,7 %)
- Crous Clermont Auvergne : 20 grévistes en restauration (15,0 %)
- Crous Versailles : 60 grévistes en restauration (13,6 %)

Un refus de la réforme à marche forcée

Cette grève est une grève d'alerte. La CGT soutient pleinement le principe du repas à 1€ pour tous les étudiants — une avancée sociale face à la réalité de la précarité alimentaire des étudiants, mais cette mesure ne peut se faire sans moyens.

Une mesure sociale décidée par l'État doit être financée à 100 % par l'État. Ce n'est pas le cas. L'enveloppe de 50 millions d'euros annoncée est structurellement insuffisante : le coût réel de la généralisation sur la seule période mai-décembre 2026 est estimé entre 61 M€ (scénario bas) et 89 M€ (scénario central), pour atteindre jusqu'à 116 M€ par an en régime de croisière. Les 50 M€ annoncés couvrent à peine la compensation tarifaire, il ne reste mathématiquement rien pour les emplois et les investissements matériels.

Des restaurants à bout de souffle

Les témoignages des agents sont accablants. Beaucoup d'établissements datent des années 1970-1980. Les équipements sont vétustes : certaines plonges ont plus de 30 ans, des étuves ne tiennent plus la température réglementaire au-delà de 45 minutes — posant un grave problème de sécurité alimentaire. Des plans de secours avec de la vaisselle jetable sont déjà envisagés dans certains sites !

En 25 ans, le nombre de points de restauration a progressé de 240 %, tandis que les effectifs n'ont augmenté que de 7 %. Ce ciseau structurel est insoutenable. À cela s'ajoutent 126 postes vacants pourvus par des CDD, une crise d'attractivité et des taux de troubles musculo-squelettiques (TMS) en hausse constante parmi des agents déjà épuisés. Le réseau des CROUS a vu sa fréquentation progresser de 80 % en cinq ans, pour atteindre 43 millions de repas servis en 2023-2024 et ne peut plus absorber une hausse sans embauches !

Une audience ministérielle qui confirme les lacunes

Une délégation CGT a été reçue par le cabinet du ministère de l'Enseignement supérieur. Si le ministère a reconnu la nécessité d'anticiper les recrutements et les investissements, de nombreuses questions restent sans réponse opérationnelle un mois seulement avant la mise en œuvre : les directeurs généraux des Crous ne connaissent toujours pas le montant des crédits qui leur seront alloués, ni les profils autorisés à être recrutés.

Le ministère lui-même a reconnu *: « Nous ferons ce qu'il est possible de faire avec les moyens donnés. Les murs ne bougeront pas d'ici septembre. »* **Cet aveu d'impuissance est inacceptable quand des milliers d'étudiants précaires et des centaines d'agents attendent des réponses concrètes.**

Les revendications de la CGT

- Budget à la hauteur : porter l'enveloppe 2026 à 89 M€ minimum (abondement immédiat de +39 M€) et inscrire 116 M€/an au PLF 2027.
- Emplois pérennes : créer au moins 300 ETP titulaires, relever le plafond d'emplois du réseau, arrêter toute suppression de poste prévue.
- Investissements matériels : 13 M€ minimum pour 2026, plan pluriannuel sur le parc de restauration universitaire.
- Diagnostic indépendant : lancement immédiat d'une mission IGÉSR et transparence totale sur les résultats de l'outil GEPEC.

- Qualité du service : maintien des exigences EGalim, refus de toute dégradation de l'offre.
- Dialogue social réel : association des organisations syndicales à chaque étape de la mise en œuvre, comité de suivi indépendant.

La CGT appelle le gouvernement à entendre l'alarme lancée par les personnels. Sans moyens budgétaires et humains suffisants, la généralisation du repas à 1 euro sera un échec social : des files d'attente insoutenables, une dégradation du service, et des agents contraints d'assumer une réforme ambitieuse avec des moyens de misère. Le préavis de grève couvre la période du 1er avril au 30 septembre 2026 témoigne de la détermination des personnels à se battre pour un service public universitaire de qualité et celle-ci ne faiblira pas.

Paris, le 3 avril 2026